

# Déclaration de l'UNSA Éducation au CTSD du mardi 26 juin 2012.



Monsieur le DASEN,

Ce Comité technique académique se réunit dans un contexte nouveau qui augure d'une volonté exprimée au plus haut niveau de l'État comme du ministère de reconstruire un dialogue social réel dans un contexte où la réussite éducative — et non les suppressions d'emplois — soit bien une priorité.

L'UNSA Éducation a dit au ministre de l'Éducation nationale et à la ministre de la Réussite éducative la nécessité de réussir la transformation du service public laïque d'éducation au service de la jeunesse de ce pays. Le chantier est immense dans un contexte économique difficile.

Dans notre rôle d'organisation syndicale, soucieuse depuis toujours de promouvoir l'efficacité et la démocratisation du système éducatif, nous sommes prêts à prendre notre part dans la réflexion et le débat sur des choix majeurs. Mais nous affirmons aussi qu'il n'y aura pas de réforme qui tienne sans les personnels, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et moins encore contre eux.

La rentrée qui s'annonce aurait été catastrophique ; elle sera très mauvaise. Les mille postes créés ne compenseront pas les dizaines de milliers de suppressions, essentiellement subies par le service public, que nous avons connues et dont nos élèves et nos étudiants ont été les premiers à souffrir.

À ce stade, nous nous réjouissons cependant du coup d'arrêt aux fermetures de classes ou de structures — en particulier pour l'enseignement et les structures spécialisés. Mieux vaut mille postes de plus que mille postes de moins. Mieux vaut se situer dans une perspective de créations dans les cinq ans à venir que dans la continuation du catastrophique « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ». Mieux vaut tourner le dos à la remise en cause de l'école commune et ouvrir des perspectives de mise en œuvre effective et ambitieuse du socle commun pour tous qui doit constituer, pour reprendre une formule célèbre, « une ardente obligation ».

L'UNSA Éducation entend être coproductrice du changement pour que notre système tienne enfin les promesses de la République. C'est pour cela que nous serons « exigeants pour le changement » qui doit être réel et profond, mais exigeants aussi pour qu'il ne se fasse pas à n'importe quel prix pour nos collègues et pour les publics accueillis.

A ce sujet et concernant le point de l'ordre du jour sur la rentrée 2012, un certain nombre de questions restent posées :

- Quelle sera la ventilation des 25 postes obtenus dans le cadre du plan d'urgence ? Comment seront-ils pourvus ?

- Comment va s'organiser l'accueil des stagiaires 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré (formation, quotité de travail devant les élèves...) ? A quel moment tous ces éléments seront-ils connus ?

- Est-ce qu'un bilan a été tiré, suite à la loi de 2012, concernant la CDisation des personnels dans l'académie de Clermont-Ferrand ? Le cas échéant, quel est ce bilan ?

Ainsi, Monsieur le DASEN, nous serons des partenaires loyaux, comme nous l'avons toujours été, mais exigeants pour un service public d'éducation de qualité.